

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 31/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THUASNE (VERCORS)

3 5 rue du Vercors
LA CHAUVETIERE
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-23-112
Code AIOT : 0006104911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement THUASNE (VERCORS) implanté 5 rue du Vercors LA CHAUVETIERE 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre d'une action régionale portant sur la thématique des produits chimiques. La précédente visite d'inspection avait été réalisée le 30 novembre 2020 : deux non-conformités avaient été relevées pour lesquelles l'exploitant a apporté des éléments de réponse (une résolue, l'autre est en cours de traitement avec la construction d'une station de traitement des rejets aqueux).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THUASNE (VERCORS)
- 5 rue du Vercors LA CHAUVETIERE 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006104911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Thuasne est spécialisée dans la fabrication de textiles médicaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations a permis, malgré quelques pistes d'améliorations identifiées, de constater une gestion sérieuse des produits chimiques entrant sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Pour les produits examinés au cours de la visite, les étiquetages présents répondaient aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Les FDS sont accessibles via une base de données "Thuasne Europe", cette base est alimentée par les entreprises du groupe. Des recherches aléatoires ont été effectuées au cours de la visite, l'exploitant a été en capacité de présenter les FDS demandées, ces dernières étaient récentes (2021 et 2022). L'exploitant a indiqué relancer régulièrement les fournisseurs pour obtenir des FDS à jour. Les utilisateurs des produits peuvent accéder aux FDS à partir des postes informatiques de l'usine. Les zones de stockage de chaque type de produit sont identifiées. Un affichage au niveau du mur rappelle notamment : le nom du produit, les pictogrammes réglementaires, les mentions de dangers. Certaines affiches (plus récentes) indiquent également les mesures de prévention et les équipements de protection individuelle à utiliser pour la manipulation.
Observations : L'inspection invite l'exploitant à généraliser les affichages plus complets qu'il a initiés au niveau des stockages des produits chimiques, ils permettent notamment à tout opérateur d'avoir immédiatement connaissance des équipements de protection individuelle à porter sans avoir à consulter la FDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats : La visite a permis de constater que les produits sont stockés sur des rétentions (les contenants sont des bidons, fûts ou GRV). Pour chaque rétention, l'exploitant indique la quantité maximale et la nature des produits pouvant y être entreposés. Cette disposition permet notamment d'éviter le mélange de produits incompatibles.</p>
<p>Observations : Malgré les dispositions prises par l'exploitant pour respecter les dispositions applicables, la visite a permis de constater ponctuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un GRV sans rétention, - deux bidons positionnés "à cheval" entre deux rétentions. <p>Ces contenants doivent être positionnés correctement sur rétention sans délai. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera des dispositions prises pour éviter ce type de dérive (par exemple : rappel des consignes aux opérateurs).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Constats : Le site comporte deux zones principales de stockage des produits chimiques permettant de séparer les produits inflammables des non inflammables. Les stockages sont à l'intérieur des bâtiments, dans des locaux spécifiquement dédiés et fermés.</p> <p>La visite a permis de constater que les rétentions sont vides et en bon état. Le local de stockage des produits inflammables, aménagé en rétention, a été récemment refait à neuf. Des dispositions sont prises pour ne pas associer les produits incompatibles à une même rétention.</p> <p>Le site ne comporte pas de stockage de produits en réservoir et d'aire de déchargement des produits en vrac (une telle aire de déchargement va être aménagée dans le cadre de la construction de la nouvelle station d'épuration).</p> <p>Les produits livrés en fûts, bidon ou GRV sont déchargés au niveau du quai de déchargement, directement à l'intérieur des bâtiments. L'inspection a constaté, au niveau de cette aire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un regard recouvert d'une plaque métallique non étanche raccordé au réseau d'eaux pluviales. En cas d'épanchement de produit au cours des opérations de déchargement, un écoulement vers le réseau d'eaux pluviales ne peut être complètement exclu, - l'absence d'un rappel des consignes à prendre en cas d'épandage de produits (ces consignes sont présentes en différentes zones du site et notamment au niveau des zones de stockage, elle mériteraient d'être rappelées dans cette zone), - la présence d'un poste de charge de batteries (pour chariot élévateur). En cas de chute et de rupture d'un récipient contenant des liquides inflammables, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier si les vapeurs de liquides inflammables dégagées en même temps qu'une opération de charge pourraient être à l'origine d'un phénomène dangereux (explosion notamment). <p>Observations : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des dispositions prises pour prévenir tout écoulement accidentel vers le regard d'eaux pluviales présent au niveau du quai de déchargement, - avoir mis en place un rappel des consignes à prendre en cas d'épandage de produits au niveau du quai de déchargement, - si des dispositions complémentaires sont à mettre en œuvre pour prévenir tout phénomène dangereux qui pourrait survenir en cas d'épanchement de liquides inflammables à proximité du poste de charge des batteries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Le site ne comporte pas de stockage en réservoir. Pour chaque rétention, l'exploitant indique la quantité maximale et la nature des produits pouvant y être entreposés. Cette disposition permet notamment d'éviter le mélange de produits incompatibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a présenté, à partir d'extractions de son logiciel ERP un état des stocks des produits chimiques et un état des stocks des autres produits (une extraction est possible à un instant t). Pour le cas de produits chimiques, l'exploitant a également présenté une liste permettant de connaître rapidement pour chaque produit les conclusions d'une évaluation des risques (sécurité + environnement) conduite en interne, les principales caractéristiques et les phrases de risques. Cette liste est mise à jour au moins une fois par an et à chaque évolution de produit (toute entrée de nouveau produit doit faire l'objet d'une validation par les services R&D avant une utilisation en production).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : Des consignes en cas de déversement de produits chimiques existent et sont affichées à en divers points de l'entreprise, à proximité immédiate de kits "anti-pollution". L'exploitant a indiqué que ces consignes ont été établies en tenant en compte de l'évaluation des risques réalisée pour chaque produit. Des rappels réguliers sont faits lors des "points 5 minutes". Les consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie sont diffusées sous forme de sensibilisation aux opérateurs ("points 5 minutes" ou "tour qualité" 1 fois par trimestre). Le personnel suit également des formations à l'utilisation des extincteurs et des RIA. Toutes ces consignes sont également présentées lors de l'accueil "QSE" de chaque nouvel employé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet